

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société Nouvelle WOESTELANDT**

chez ASTRADÉC  
95 rue Charles Auguste Coulomb - ZAC de la PMA  
62510 Arques

Références : [H:\\\_Commun\2\\_Environnement\01\\_Etablissements\Equipe\\_G2\SOCIETE NOUVELLE WOESTELANDT\\_Nieurlet\\_070.00074\2\\_INSPECTIONS\2023\\_11\\_13\\_cessation activité](H:\_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\SOCIETE NOUVELLE WOESTELANDT_Nieurlet_070.00074\2_INSPECTIONS\2023_11_13_cessation activité)  
Code AIOT : 0007000074

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2023 dans l'établissement Société Nouvelle WOESTELANDT implanté 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société Nouvelle WOESTELANDT
- 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet
- Code AIOT : 0007000074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Par courrier du 09 décembre 2019, la société Nouvelle Woestelandt a notifié la cessation d'activité de la tuilerie céramique. Par courrier en date du 03/03/2020 le préfet du Nord a donné acte de la notification de la cessation d'activité.

L'activité était la fabrication de tuiles et céramiques.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- cessation d'activités

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	cessation définitive d'activité	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R 512-39-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan de gestion faisant suite à la cessation d'activité est en cours d'instruction. Le code de l'Environnement (article R 512-39-3 version avant 01/06/2022) prévoit que La fin de la procédure de cessation d'activité doit être actée par un rapport de l'inspection valant procès-verbal transmis au préfet qui en adresse un exemplaire au propriétaire ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

**Les constats réalisés conduisent l'inspection à s'interroger sur l'évolution du propriétaire connu, la SCI LA NIEURLET. L'inspection souhaite donc que l'exploitant apporte des précisions sur ce point particulier et le cas échéant qu'il fournisse les coordonnées de chaque nouveau propriétaire.**

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : cessation définitive d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/07/2011, article R 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
<b>Constats :</b> Par courrier du 09/12/2019, la société Nouvelle Woestelandt a notifié la cessation d'activité de son usine de fabrication de tuiles et céramiques. Le préfet a donné acte de cette notification.

L'usage futur retenu dans le cadre de la réhabilitation du site est un usage industriel correspondant à la dernière période d'activité.

Le plan de gestion remis à l'administration mentionne un changement prochain d'usage avec la construction d'habitations. L'aménageur prendra en charge les études complémentaires.

Dans le cadre de l'instruction de ce plan de gestion, l'inspection s'est rendu sur site et a constaté :

- la viabilisation de la parcelle B 1374 (raccordement aux réseaux électrique et d'assainissement);
- la présence de dalles témoignant de la construction de futures habitations.

Ces constats amènent l'inspection à supposer une division de la parcelle B 1374 en plusieurs lots et la vente de ces lots à de nouveaux propriétaires.

Au terme de la procédure de cessation d'activité, la constatation de la réalisation des travaux de réhabilitation est actée par un rapport de l'inspection valant procès-verbal de récolement, rapport transmis au préfet. Ce dernier en adresse une copie au propriétaire.

**Il est donc nécessaire que l'exploitant confirme à l'inspection la présence ou pas de nouveaux propriétaires.**

**Dans l'affirmative, l'exploitant devra transmettre à l'inspection la liste des propriétaires présents sur le site avec leurs coordonnées et parcelle occupée (dans le cas de la division de la parcelle B 1374 en plusieurs parcelles).**

**Un plan reprenant les différentes parcelles sera joint.**

**L'exploitant informera l'inspection de toute modification de cette liste.**

**Type de suites proposées :** Sans suite